

# ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

## Makokou : les deux milliards qui agitent l'Ivindo

**LE** déblocage de cette somme avait été annoncé par le président de la République alors en tournée dans la province. Elle devait servir au financement des activités féminines génératrices de revenus (AGR).

Olivier NDEMBI  
Makokou/Gabon

**D**EPUIS lundi dernier, plusieurs centaines de femmes sont dans la rue à Makokou, soumettant ainsi les autorités locales à une pression inhabituelle. Elles revendiquent une gestion plus transparente des deux milliards de francs annoncés par le président de la République pour le financement des activités féminines génératrices de revenus (AGR). Il faut dire qu'à la suite de la mise en place d'une commission provinciale chapeautée par la gouverneure Christiane Leckat, et de la communication faite autour de ce fonds présidentiel, 1 600 dossiers ont été réceptionnés et enregistrés par les autorités locales. Avant de les transmettre à la commission nationale à Libreville pour traitement et validation, l'organe provincial a, selon les directives de Libreville, classé les dossiers reçus en trois catégories : les sans-activité, les non-précis (ceux qui restent évasifs sur la nature de l'activité à réaliser) et les dossiers dits complets, comportant des données chiffrées.

C'est ainsi que sur les 1 600 demandes envoyées à Libreville, seuls 801 dossiers ont été retenus dont 641 déjà validés et en attente de paiement aux ayants droit par le Trésor de Makokou. Dans le chef-lieu de la province de l'Ogooué-Ivindo, les femmes ne comprennent pas pourquoi elles ne sont toujours pas passées à la caisse, et pourquoi les unes et pas les autres. Elles estiment que les administrations impliquées dans la préparation des documents à soumettre auraient dû clairement leur expliquer ce qu'il fallait fournir comme pièces. Elles accusent donc les membres de la commission provinciale de leur avoir caché les bonnes informations pour les donner uniquement "à leurs parents". Si



La colère des femmes devant la gestion de l'argent destiné au financement des AGR.

cette information peut paraître discutable, il reste qu'aucune date de clôture du dépôt des dossiers n'a été communiquée à la commission provinciale. Celle-ci a donc continué à en recevoir au point qu'elle a encore sur ses bras d'autres documents. La journée de mercredi a particulièrement été éprouvante pour la gouverneure et ses collaborateurs qui ont tenté en vain de convaincre les manifestantes de la volonté des pouvoirs publics de prendre en compte leurs revendications. En plus des marches pacifiques qu'elles organisent depuis lundi pour crier à l'injustice, ces femmes ont boudé une rencontre convoquée par l'autorité provinciale à la salle polyvalente. Elles fustigent le fait que Christiane Leckat leur ait tenu un langage trop peu courtois lors de la réunion de lundi. Mais après l'implication de quelques membres du groupe, elles ont toutes convergé vers le lieu de la réunion qui a tourné court.

Incontrôlables et vociférant dans une salle qui pouvait à peine

contenir le tiers d'entre elles, elles en sont ressorties quelques minutes plus tard en conspuant l'autorité. Elles ont ensuite barricadé le portail pendant une demi-heure, empêchant ainsi la sortie aux autorités. Christine Leckat a dû alors négocier elle-même avec les manifestantes massivement entassées devant l'entrée du site. Direction, la résidence de la gouverneure dont elles ont investi l'accès pendant plusieurs heures.

À en croire certaines sources locales, ce qui se passe actuellement à Makokou est inédit. "Contrairement aux femmes de Mékambo, celles de Makokou n'ont jamais manifesté, de surcroît en aussi grand nombre. La question du financement des AGR ne serait que l'expression d'une perte de confiance due à des promesses non tenues. Il y en a parmi elles qui sont des victimes des éléphants et des Gabonaises économiquement faibles dont les dossiers n'ont jamais abouti. Encore que là nous ne parlons que des femmes de Makokou. Qu'en sera-t-il de

celles des départements ? En outre, n'y aurait-il pas parmi elles des partisans de certaines formations politiques dont les

dossiers de candidatures ont été invalidés ?", analyse-t-on sur les bords de l'Ivindo.

*Affaire à suivre...*

## Le propos qu'il ne fallait pas tenir

ON  
Makokou/Gabon

**L**A gouverneure de l'Ogooué-Ivindo a commis l'erreur qu'il ne fallait peut-être pas. Lundi dernier, agacée sans nul doute par la pression qu'exerçaient sur elle les femmes de Makokou au sujet de leurs dossiers, elle a craqué en lâchant un propos discourtois qui n'est pas accepté par les femmes.

Mercredi, le tout Makokou ne bruissait que de ça. Et pour accentuer leur colère, dans la soirée elles ont allumé un feu de bois à l'entrée de sa résidence, vêtues pour certaines d'un appareil d'initiés. Jusqu'en

milieu de soirée, elles y étaient toujours et tout indiquait alors qu'elles passeraient la nuit à cet endroit en entonnant des chants, entre autres, hostiles à la gouverneure.

Depuis la survenue de ces manifestations, les femmes de Makokou affichent une détermination peu ordinaire. Personne ici ne représente personne. Conséquence : depuis lundi, les autorités discutent chaque fois avec de nouvelles porte-parole qui ne maîtrisent d'ailleurs personne pendant les échanges.

Jusqu'à quand Christiane Leckat pourra-t-elle supporter une telle pression ?